

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur :

AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE

90 rue du Férétra CS 87801

31078 TOULOUSE CEDEX 04

2025-052

**Travaux de rénovation énergétique – Délégation de PAU AGENCE DE L'EAU ADOUR
GARONNE**

(Lots 1 à 6)

MODE DE PASSATION :

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 et R2124-2
du code de la commande publique

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS

9 JUILLET 2025 à 12h00

Contenu

1	CHAPITRE 1- Caractéristiques et objet du marché	4
1.1	Acheteur – Pouvoir adjudicateur	4
	Comptable assignataire	4
1.2	Objet de la consultation	4
1.3	Nomenclature européenne	4
1.4	Allotissement	5
1.5	Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE)	5
1.6	Quantités à fournir	6
1.7	Durée du marché	6
1.8	Confidentialité et mesures de sécurité	6
2	1.8- Les intervenants	6
	Conduite d'opération	6
	Maîtrise d'œuvre	6
	Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
	Contrôle technique	6
	Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
3	Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique	6
3.1	Conditions relatives au marché	6
3.1.1	Cautions et garanties exigées (le cas échéant)	7
3.2	Modalités de financement	7
3.2.1	Modalités de paiement	7
3.2.2	Forme du marché	7
3.3	Réalisation de prestations similaires	8
4	CHAPITRE 3 LA CONSULTATION	8
5	Conditions de la consultation	8
5.1	Forme et mode de passation	8
5.2	Date limite de remise des offres	8
5.3	Variantes	8
5.4	Sous-traitance	8
5.5	Cotraitance	8
6	Composition et conditions d'obtention du dossier de consultation	8
6.1	Composition du dossier de consultation aux entreprises (DCE)	8
6.2	Retrait obligatoire des DCE par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'Agence	9
6.3	VISITE DU SITE	9
7	Conditions de participation	9
	Motifs d'exclusions	9
8	Conditions de présentation des réponses	11
8.1	Contenu des réponses attendues	12
9	Conditions de transmission des réponses	13

10	Critères d'attribution	14
10.1	Régularisation des offres irrégulières	14
10.2	Renseignements complémentaires	14
10.3	Critères de jugement des offres	14
10.4	Précisions sur la notation des offres	14
11	Conditions d'attribution.....	15
11.1	Attribution	15
11.2	Signature de l'acte d'engagement	16
11.3	Délai de validité des offres	16
12	Pièces contractuelles du marché.....	16
13	Notification du marché	17
14	Renseignements complémentaires	17

1 CHAPITRE 1- Caractéristiques et objet du marché

1.1 Acheteur – Pouvoir adjudicateur

La présente opération est réalisée pour le compte de :

Agence de l'eau Adour Garonne

90 rue du Férétra CS87801

31078 Toulouse cedex 4

Siret : 183 100 064 00033

Tél : +33 561363738

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

Comptable assignataire

Le comptable assignataire des dépenses est l'Agent Comptable de l'agence de l'eau Adour Garonne.

1.2 Objet de la consultation

Les marchés objet de la présente consultation concernent les travaux de rénovation énergétique au sein du site de PAU (64), de l'Agence de l'eau Adour Garonne

Le projet comprend les prestations suivantes, qui feront l'objet de lots séparés:

- Remplacement des menuiseries courantes isolées et de de la façade ouest RDC (grande salle de réunion)
- Remplacement porte principale hall d'entrée
- Brise-soleil orientables sur les menuiseries courantes des bureaux façades SUD, EST et OUEST
- Brise-soleil fixes sur les murs rideaux façade OUEST et menuiseries façade SUD en toiture
- Réfection étanchéité toiture
- Mise en place d'une VMC double flux
- Remplacement de la PAC
- Mise en place d'une plateforme technique d'ossature métallique + panneau acoustique
- Percement d'ouvrage béton armé et d'ouvrages en maçonnerie.
- Remplacement des émissions et régulations terminales (VC/ thermostats/vannes) de l'ensemble du site
- Mise en place d'une GTC et remplacement des terminaux (thermostats) dans les locaux

Le projet se déroule en une seule tranche.

Les travaux se dérouleront en site occupé.

Lieu d'exécution des travaux :

Délégation Adour et Côtiers - 7 passage de l'Europe - 64075 Pau

1.3 Nomenclature européenne

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (codes CPV) est :

Libellé	Code CPV
Travaux de façade	45443000-0

Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation	45331000-6
Travaux d'électricité	09310000-5
Travaux de menuiseries extérieures	4542000
Travaux de pose de plaques de plâtre	45324000

1.4 Allotissement

Cette opération de travaux est allotie comme suit :

Lot N°01 GOE & CHARPENTE METALLIQUE : Percement de la charpente pour le lot CVP et supports de CTA en terrasse

Lot N°02 ETANCHEITE Réfection des 3 terrasses avec isolation

Lot N°03 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM ET PROTECTIONS SOLAIRES Remplacement des menuiseries extérieures sur les façades et mise en place des protections solaires sur la façade sud

Lot N°04 CORPS D'ETATS ARCHITECTURAUX : dépose et repose des faux plafonds après intervention du CVP et travaux de plâtrerie et peinture associée

Lot N°05 CVP : Mise en place d'une VMC double flux - Remplacement de la PAC Remplacement des émissions et régulations terminales (VC/ thermostats/vannes) de l'ensemble du site. Mise en place d'une GTC et remplacement des terminaux (thermostats) dans les locaux

Lot N°06 ELECTRICITE - Cfa – Cfo : Alimentation des équipements et remplacement des luminaires impactés par les travaux

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un ou plusieurs lots-

1.5 Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE)

Les candidats devront inclure dans leur offre, de façon obligatoire, des présentations techniques et financières relatives aux PSE suivantes :

. PSE N°01 – Plus-value sur menuiserie extérieures pour meilleures performances thermiques

Concerne le lot N°03 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM ET PROTECTIONS SOLAIRES

. PSE N°02 - Reprise du réseau hydraulique Reprise de la distribution hydraulique de chauffage et refroidissement

Concerne le Lot N°05 CVP

. PSE N°03 – Rideau neuf dans la salle de réunion

Concerne le lot N°03 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM ET PROTECTIONS SOLAIRES

. PSE N°04 – Plus-value pour motorisation électrique synchronisée des impostes soufflets

Concerne les lots N°03 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM et N°06 ELECTRICITE - Cfa – Cfo

Chaque PSE fera l'objet d'une ligne spécifique dans les Actes d'engagement des lots concernés. Les candidats seront informés de la décision du Maître d'ouvrage quant à la sélection de ces prestation supplémentaires lors de la notification dedits marchés.

1.6 Quantités à fournir

L'opération se déroulera dans un bâtiment de bureau en R+1 d'une surface utile globale de 432m².

1.7 Durée du marché

Le marché est passé pour une durée de 6 mois à compter de sa date de notification.

Le délai global d'exécution imparti pour la réalisation des travaux est de 4,5 mois hors garanties contractuelles, et 1 un mois de préparation, et 0,5 mois d'OPR, conformément au phasage et planning prévisionnel inséré au DCE. (la durée relative à chaque lot est détaillée dans ce planning.).

L'attention des candidats est attirée sur l'importance essentielle du strict respect de ce planning, compte tenu des impacts que les travaux vont avoir sur les équipes occupant le site.

1.8 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats devront respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

2 1.8- Les intervenants

Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par la Maîtrise d'Ouvrage

Maîtrise d'œuvre

Le Maître d'œuvre est

SARL DAMON ARCHITECTE / NEPSSEN / CULOS / TCSO

Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par TCSO

Contrôle technique

Le contrôleur technique est :

ALPES CONTROLES cité Multimedia_bat C, 4 rue Thomas Edison 64000 Pau

Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination SPS pour cette opération de niveau 2 sera assurée par :

ALPES CONTROLES cité Multimedia_bat C, 4 rue Thomas Edison 64000 Pau

3 Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

3.1 Conditions relatives au marché

3.1.1 Cautions et garanties exigées (le cas échéant)

Une retenue de garantie ou garantie à première demande est demandée en application des articles R2197-7 et R2191-36 à R2191-42 du Code de la commande publique.

Le CCAP décrit les garanties contractuelles.

<h2>3.2 Modalités de financement</h2>
--

Le financement de l'opération objet des présentes est assuré par des fonds publics propres à l'Agence.

3.2.1 Modalités de paiement

Le paiement des sommes dues se fait par application des dispositions des articles L2191-1 à L2191-6 du Code de la Commande Publique. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

3.2.2 Forme du marché

Les marchés sont tous des marchés ordinaires et seront traités à prix global et forfaitaire.

Modifications du marché

En application de l'article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié, dans les cas prévus audit article. Ces modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant.

3.3 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L 2122-1 et R 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

4 CHAPITRE 3 LA CONSULTATION

5 Conditions de la consultation

5.1 Forme et mode de passation

Le marché est passé sur appel d'offres ouvert en vertu en application des articles L2124-2, R 2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

5.2 Date limite de remise des offres

La date et heure limites de remise des plis est fixée au **9 juillet 2025 à 12h00**.

5.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

5.4 Sous-traitance

En application des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, il est possible de sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations sous réserve d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

5.5 Cotraitance

Les candidats peuvent présenter leur offre sous n'importe quelle forme juridique de groupement (conjoint avec mandataire solidaire, conjoint ou solidaire). L'Agence n'impose pas de forme particulière.

6 Composition et conditions d'obtention du dossier de consultation

6.1 Composition du dossier de consultation aux entreprises (DCE)

Le dossier de consultation comporte les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation et son annexe 00 relative aux conditions d'utilisation de la plateforme PLACE
- le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le DCE MOE suivant liste des pièces annexée

La participation à la consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement ainsi que des pièces du dossier de la consultation.

6.2 Retrait obligatoire des DCE par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'Agence

Conformément aux dispositions de l'article R2132-2 du code de la commande publique, le dossier de consultation est gratuitement mis à disposition des candidats sur le profil acheteur de l'agence de l'eau Adour-Garonne accessible à l'adresse mentionnée.

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Également accessible par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

Aucun dossier de consultation sur format papier ou sur support numérique (clef USB, CD...) ne sera remis aux candidats.

Les conditions de retrait des DCE sont précisées en annexe 00 au présent règlement de la consultation.

6.3 VISITE DU SITE

Compte tenu des conditions d'exécution des prestations objet des différents marchés, les titulaires seront présumés avoir une parfaite connaissance du site et de son environnement.

A ce titre, une visite est fortement conseillée.

Une demi-journée est organisée le 26 juin 2025 à 14h00 dans les conditions suivantes :

Accueil en présentiel par une personne représentante de la Maîtrise d'Ouvrage. Adresse du site : 7 passage de l'Europe, 64 000 PAU.

Merci de confirmer votre présence à l'adresse mail suivante : sandrine.agut@eau-adour-garonne.fr

7 Conditions de participation

Motifs d'exclusions

Sont exclues de la procédure de la présente passation, les personnes entrant dans les cas d'exclusions prévus aux article L2141-1 et suivants du code de la commande publique.

Dans le cadre de son offre, chaque candidat produit un dossier de candidature contenant les documents et renseignements et pièces listées ci-dessous.

Pour présenter sa candidature, le candidat peut utiliser :

Soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Soit les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature établie à partir du formulaire DC1, qui sera joint au dossier de consultation dûment renseigné par le candidat ;

- La déclaration du candidat établie à partir du formulaire DC2, qui sera joint au dossier de consultation, dûment renseigné par le candidat ;

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Situation juridique

Le candidat devra fournir :

- la lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ;
- une déclaration sur l'honneur du candidat, ou de chaque membre du groupement candidat, attestant ne pas entrer dans un des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-10 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, et apporter la preuve que l'autorisation de poursuivre son activité couvre la période correspondante à la durée du présent marché
- une attestation de conformité au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Capacité économique et financière

Le candidat devra fournir :

- Chiffre d'affaires des 3 dernières années.

Références professionnelles, capacité technique et références requises

Le candidat, et chaque cotraitant en cas de groupement, devra fournir :

- Une note indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années.
- Les références récentes du candidat au cours des 5 dernières années en matière de prestations similaires en nature et en importance : ces références devront préciser le nom du Maître d'Ouvrage public ou privé, et le montant de l'opération ainsi que l'étendue des travaux.

Le candidat, et chaque cotraitant en cas de groupement, produit les mêmes documents concernant ses sous-traitants que ceux exigés pour lui. Le candidat produira en outre soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants. Les références et capacités d'un opérateur économique ne pourront être prises en considération dans le cadre de l'analyse des candidatures sans la présence de ces documents.

La preuve de la capacité peut être apportée par tout moyen.

Les candidats non établis en France devront fournir les attestations portant règles d'effet équivalent.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le Maître d'Ouvrage peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

NB : il est rappelé que ces documents doivent être fournis par les cotraitants, en cas de cotraitance, ou par les sous-traitants déclarés dès la remise de l'offre, en cas de sous-traitance

8 Conditions de présentation des réponses

La candidature, l'offre et toutes pièces s'y rapportant (rapports, documentations, certificats, correspondances etc....) doivent être rédigées en langue française et ce, conformément à la Loi n° 94-665 du 4 Août 1994 relative à l'emploi de la langue Française et la circulaire d'application du 19 Mars 1996.

Si les pièces sont rédigées en langue étrangère, elles devront être accompagnées d'une traduction en langue Française dont l'exactitude devra être certifiée par un traducteur expert auprès des Tribunaux (français ou étrangers) dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Les candidats sont avertis qu'ils sont responsables du contenu de leur réponse et sont donc invités à bien la vérifier avant sa transmission. En aucun cas, ils ne pourront soulever de réclamation auprès de l'Agence en cas d'oubli d'un document.

8.1 Contenu des réponses attendues

Le cas échéant, le candidat remettre un dossier d'offre par lot.

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra obligatoirement les pièces suivantes, sous peine de qualification d'offre irrégulière :

L'offre du candidat, dûment complétée, datée et signée par le représentant qualifié de la société comprenant :

1/ LE DOSSIER ADMINISTRATIF comprenant à minima :

L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes : à compléter et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF): cadre à compléter sans modification ;

Une attestation mentionnant les pièces contractuelles acceptées mais non fournis à son dossier (CCAP, CCTP, ... et leurs annexes respectives).

Le candidat ne doit pas modifier la trame, ni les quantités ou le texte figurant dans les tableaux fournis.

2/ L'OFFRE TECHNIQUE, à savoir :

L'offre technique se présentera sous la forme d'un **mémoire technique**. Ce mémoire sera composé d'autant de parties que de critères techniques listés à l'article 10.3 du présent RC, et reprendra les intitulés de chacun.

9 Conditions de transmission des réponses

Les candidats sont tenus de répondre par voie électronique sur le profil acheteur de l'agence sur la PLACE

Pour répondre à la consultation sous forme dématérialisée via ce profil acheteur PLACE, la personne habilitée à engager le soumissionnaire, doit être inscrite sur la plateforme de gestion des marchés publics de l'Agence accessible à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

également accessible par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un certificat de signature électronique sera exigé lors du dépôt de l'offre, il est conseillé de prendre les mesures nécessaires à l'obtention de ce certificat dans un délai suffisant avant la date de remise des offres.

Les conditions d'utilisation de la plateforme, de signature et de certificat électroniques sont précisées en annexe au présent règlement de consultation, les candidats sont invités à s'y reporter.

Il est rappelé aux candidats que conformément aux dispositions de l'article R2151-6 du code de la commande publique : « *Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres* ».

Dans ce cas, chaque transmission doit contenir une candidature et une offre complètes modifiées. Il ne pourra donc pas s'agir de compléments à la précédente offre.

10 Critères d'attribution

10.1 Régularisation des offres irrégulières

Conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'agence se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières sur des éléments non substantiels, dans les conditions dudit article.

10.2 Renseignements complémentaires

Préalablement à tout examen des offres sur la base des critères énoncés ci-dessous, il sera procédé à une analyse de la conformité des offres lot par lot. Des précisions ou justifications pourront être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre apparaît anormalement basse.

Si l'offre remise semble anormalement basse au sens de l'article L2152-5 du Code de la commande publique, au regard des prestations à réaliser, y compris en ce qui concerne la part sous-traitée, l'agence exigera du candidat la justification de ses prix ou du montant qu'il a proposé dans son offre, dans le délai qui lui sera imparti et figurant sur la demande. Si au vu de ces éléments, l'offre est jugée anormalement basse, elle sera rejetée conformément aux dispositions de l'article L2152-6 dudit Code.

Dans les deux cas, les demandes seront effectuées via la PLACE avec un délai de réponse exigé, auquel le candidat sera tenu.

Il est rappelé à tous les candidats que les réponses aux demandes de renseignements complémentaires sur les offres sont obligatoires. Toute absence de réponse conduira à noter 0 l'élément objet de la demande de renseignement.

10.3 Critères de jugement des offres

Critères de jugement par lot

Les offres des candidats admis (base et variante) feront l'objet d'un examen sur la base des critères définis ci-après éventuellement assortis de sous critères, le poids de chaque critère et sous critères étant affecté d'un coefficient de pondération :

- **Prix** des prestations apprécié sur la base du total du DPGF pour 40%
- **Valeur technique** des éléments proposés pour 50% appréciée à partir des sous critères suivants :
 - o Méthodologie proposée pour les différents travaux à réaliser pour 15 %
 - o Qualité des moyens humains dédiés à l'opération pour 10%
 - o Qualité des matériaux et produits proposés sur la base des documentations et fiches produits fournis pour 10%
 - o Planning prévisionnel détaillé de l'ensemble de l'opération pour 10 %
 - o Description des moyens de sécurisation du chantier, y compris la circulation en site occupé pour 5%
- **Un volet environnemental** : volet écologique des produits et matériaux mis en œuvre issus de matières renouvelables, plan de gestion des déchets, prévention des pollutions pour 10%

10.4 Précisions sur la notation des offres

A titre préliminaire, pour les lots contenant des PSE, celles-ci seront prises en compte dans l'analyse comparative des offres.

Il est précisé que pour le calcul de toutes les notes (financières et techniques), l'Agence retiendra 2 décimales après la virgule.

1) Notation des critères et sous critères non financiers

Chaque critère composant la valeur technique ou critère seul, sera noté sur un maximum de 10 points

Une note égale à zéro signifiera qu'aucun élément dans la réponse du candidat ne permet d'apprécier l'élément noté. Une note de 10 signifiera que la réponse du candidat est optimale eu égard au besoin de l'Agence. Les notes intermédiaires permettront de nuancer la qualité de la réponse du candidat.

0	La proposition ne répond pas aux exigences ou élément d'appréciation absent
0 ≤ mauvais ≤ 2,5	La proposition répond de manière insuffisante aux exigences de l'Agence
2,5 < moyen ≤ 5	La proposition répond de manière lacunaire aux exigences de l'Agence
5 < bon ≤ 7,5	La proposition répond de manière satisfaisante aux exigences de l'Agence
7,5 < très bon ≤ 10	La proposition répond de manière très satisfaisante aux exigences de l'Agence

La note avant pondération ainsi obtenue, sera ramenée à sa valeur par rapport à la valeur maximale correspondant à la valeur absolue du coefficient de pondération indiqué pour le sous critère ou le critère seul.

$$\text{note pondérée} = \text{note attribuée} \times |\text{valeur absolue pondération max}| / 10$$

2) Notation du critère « Prix »

Le prix sera noté sur le nombre de points maximum correspondant à la valeur absolue du coefficient affecté au critère prix soit 40 points, par application de la formule suivante :

$$\text{Note obtenue} = [\text{note max possible} \times (\text{Prix de la commande type moins disant} / \text{Prix de la commande type analysée})]$$

La note maximum étant attribuée à l'offre présentant le prix le moins disant.

11 Conditions d'attribution

11.1 Attribution

Au terme du jugement, les offres de bases seront classées par ordre décroissant. Sous réserve les documents prévus à l'article R2143-5 du Code de la Commande Publique soient recevables, le marché sera alors attribué au candidat dont l'offre sera arrivée en tête du classement

11.2 Signature de l'acte d'engagement

La personne habilitée à engager juridiquement l'attributaire devra signer électroniquement (au moyen d'une signature électronique valide) un acte d'engagement (dont le modèle ATTRI1 lui sera transmis) correspondant à l'offre retenue assortie des éventuelles mises au point.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, la déclaration du sous-traitant (formulaire DC4) sera jointe à cet acte d'engagement. Cette déclaration sera obligatoirement signée électroniquement :

- par la personne habilitée à engager juridiquement l'attributaire qui se présente individuellement ou le membre du groupement qu'il représente ;
- et par la personne habilitée à engager le sous-traitant.

L'acte d'engagement ainsi que les déclarations de sous-traitance seront retournés en version pdf signées via la plateforme PLACE. L'attributaire veillera à ne pas verrouiller le document lors de sa signature afin que les autres signataires puissent apposer leur signature également.

Il est rappelé qu'une signature scannée ne constitue pas une signature électronique valable dans le cadre d'un envoi dématérialisé au sens de l'article 1316-4 du code civil.

11.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres mentionnée ci-dessus.

12 Pièces contractuelles du marché

L'offre retenue fera l'objet d'un marché constitué par les documents contractuels, classés par ordre de priorité, suivants :

- L'acte d'engagement, dûment complété et signé par la personne habilitée à engager le titulaire et son annexe financière
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A. P.) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi
- Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCTG)
- RICT
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les Pièces Graphiques
- PGC
- Phasage puis planning
- le Cadre de décomposition des prix global et forfaitaire (CDPGF) ;
- Le mémoire technique du candidat attributaire.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché

Par ailleurs, le marché est soumis aux pièces générales suivantes, que les candidats sont réputés connaître, à la Réglementation en vigueur au moment de la publication de l'AAPC en matière de commande publique, ainsi qu'aux normes et DTU en vigueur :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux objet de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021 (et ci-après désigné : CCAG Travaux) ;

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les éventuelles conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses du CCP, du CCAG-Travaux ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite.

13 Notification du marché

Sous réserve de l'avis favorable du contrôleur budgétaire et de l'absence de toute procédure de recours, le marché sera signé électroniquement et notifié au titulaire par voie dématérialisée via le profil acheteur sur PLACE.

14 Renseignements complémentaires

Tous les renseignements complémentaires sollicités (obligatoirement par écrit) sur le dossier de consultation (phase offre) seront communiqués six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres mentionnée ci-dessus sous réserve que la demande parvienne à l'Agence au plus tard 10 jours avant cette même date limite.

Il est précisé que les délais de 6 et 10 jours indiqués ci-dessus se décomptent en jours calendaires pleins de 0h00 à minuit ; ils prennent donc fin à minuit la veille du jour de la date limite de remise des plis prévue à l'article 2.2 ci-dessus. En conséquence, les candidats sont avertis qu'il ne sera pas donné suite à toutes les demandes de précisions complémentaires qui parviendraient à l'Agence passé ce délai.

Pour les questions techniques et administratives, les candidats peuvent obtenir les informations complémentaires en adressant leurs demandes par le biais du système de messagerie sécurisé à partir du site Internet de l'Agence : <https://www.eau-grandsudouest.fr> rubrique marché publics ou directement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats sont avertis que toutes les réponses seront apportées par écrit et publiées sur le site de dématérialisation des marchés publics de l'Agence (plateforme PLACE) :

- à l'attention de tous les candidats lorsque les réponses doivent être portées à leur connaissance. Dans ce cas, un complément questions/réponses sera également ajouté au dossier de consultation.
- à l'attention du candidat demandeur si la réponse le concerne spécifiquement.

Procédures de recours

En cas de litiges, le Tribunal Administratif de Toulouse est seul compétent.

Adresse postale : TRIBUNAL ADMINISTRATIF, 68 rue Raymond IV BP 7007, F - 31068

Toulouse cedex 07, Tél : +33 562735757

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr, Fax : +33 562735740

Adresse internet : <http://toulouse.tribunaladministratif.fr>

Fait à Toulouse, le 6 juin 2025

Elodie GALKO

Directrice générale de l'Agence de l'eau Adour-Garonne

Par délégation, Martine GAECKLER

Directrice générale adjointe Ressources